

Unité départementale de Seine-Saint-Denis  
7 esplanade Jean Moulin  
BP189  
93003 BOBIGNY

BOBIGNY, le 13/03/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/02/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **REVIVAL**

53 RUE MAURICE BERTEAUX  
93120 La Courneuve

Références :  
Code AIOT : 0007403799

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/02/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté 53 RUE MAURICE BERTEAUX 93120 La Courneuve. L'inspection a été annoncée le 24/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant avait été mis en demeure par arrêté du 25 mai 2021 de se mettre en conformité sur 6 points. Des éléments de réponses avaient été transmis par GDE à l'inspection le 25 juin 2021 puis le 15 mars 2022.

La société Revival a déclaré succéder à la société GDE le 5 mai 2022.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REVIVAL
- 53 RUE MAURICE BERTEAUX 93120 La Courneuve
- Code AIOT : 0007403799
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Revival (ex GDE) exploite des installations de tri, transit et le traitement de déchets métalliques et le tri, transit de déchets dangereux à autorisation. Le site était également autorisé

pour la dépollution des VHU et l'apport de déchets (dangereux et non dangereux) par le public.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- contrôle de la mise en demeure du 25 mai 2021

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Déclaration de succession	Code de l'environnement du 10/02/2023, article R 181-47	/	Sans objet
2	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Mise en demeure	AP de Mise en Demeure du 25/05/2021, article 1er	/	Sans objet
4	Registre des accidents	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 4	/	Sans objet
5	Vérification des installations électriques	AP de Mise en Demeure du 26/11/2012, article 18	/	Sans objet
6	Mesures de bruit	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38	/	Sans objet
7	Plan de localisation des dangers	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1	/	Sans objet
8	Bassin de rétention	Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 4-3-7	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les non conformités visées par la mise en demeure du 25 mai 2021 ont été levées.

Le nouvel exploitant devra se positionner sur les activités qui ne sont plus réalisées sur le site au moment de l'inspection (VHU, apports par le public), éventuellement dans le cadre de son projet de fusion des sites situés 49-53, rue Maurice Berteaux, 55-61, rue Maurice Berteaux et 68, avenue Jean Mermoz.

### **2-4) Fiches de constats**

## N° 1 : Déclaration de succession

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 10/02/2023, article R 181-47
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Succession
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>I. – Le transfert de l'autorisation environnementale fait l'objet d'une déclaration adressée au préfet par le nouveau bénéficiaire, à l'exception du transfert de l'autorisation accordée aux installations mentionnées à l'article R. 516-1 qui est soumis à autorisation, dans les conditions prévues par cet article.</p> <p>II. – Cette déclaration est faite dans les trois mois qui suivent ce transfert. Elle mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouveau bénéficiaire et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration. Le préfet en accuse réception dans un délai d'un mois.</p> <p>III. – Par dérogation au II, pour les ouvrages mentionnés aux rubriques 3.2.5.0 et 3.2.6.0 du tableau de l'article R. 214-1 et les installations utilisant de l'énergie hydraulique, la déclaration est faite préalablement au transfert.</p> <p>Elle comprend, outre les éléments prévus au II, des pièces justifiant les capacités techniques et financières du nouveau bénéficiaire.</p> <p>S'il entend s'opposer au transfert, le préfet notifie son refus motivé dans le délai de deux mois.</p>
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis par courrier du 5 mai 2022 (reçu en préfecture le 10 mai 2022) une demande de changement d'exploitant pour le site GDE du 49 rue Berteaux. La demande comporte un KBis, un extrait de la situation au SIRENE, une présentation du groupe Derichebourg, une attestation de location gérance de GDE et une actualisation du calcul des garanties financières.  Par ailleurs, l'exploitant indique que l'actualisation du montant de la garantie financière porte la garantie à 67 120 € (initialement 60 302 €). Les installations n'étant soumises à garanties financières que pour les montants supérieurs à 100 000 €, le site n'est pas soumis à garanties financières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/02/2009, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Cf AP du 24 mars 2009 modifié par l'APC du 20 novembre 2012.
<b>Constats :</b> Un état de la situation administrative du site avait été réalisé lors de la visite d'inspection du 9 juin 2020 (rapport du 19 mars 2021). L'exploitant (GDE) avait également transmis le 25 juin 2021 son positionnement sur l'antériorité des rubriques 2710-1 (DC) et 2710-2 (E).  Lors de la visite d'inspection le nouvel exploitant confirme le positionnement sur les rubriques 2710-1 et 2710-2. L'exploitant indique toutefois que les activités de collecte de déchets (non dangereux ou dangereux) apportés directement par le public ne se font plus sur le site. Il est également noté que l'activité de traitement des VHU n'existe plus sur le site. L'exploitant devrait réaliser un nouveau positionnement sur son classement à l'occasion de la fusion envisagée des sites Revival (ex GDE et ex Bartin).  Dans le cas où l'arrêt définitif des activités 2710 et 2712 serait confirmé, une déclaration de cessation devra être réalisée pour ces rubriques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 3 : Mise en demeure**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 25/05/2021, article 1er
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, MED
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>la société GUY DAUPHIN ENVIRONNEMENT, dont les installations situées au 53 rue Maurice Berteaux à La Courneuve (93120) sont classables sous les rubriques 2718-1 (autorisation), 2791-1 (autorisation), 2712-1 (enregistrement), 2713-1 (enregistrement), 2714-2 (déclaration) et 2716-2 (déclaration) est mise en demeure de mettre ses installations en conformité, dans un délai d'un mois, en appliquant les mesures ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- respecter les articles suivants :<ul style="list-style-type: none"><li>• article 4 de l'arrêté du 26/11/2012, en mettant en place sur site un registre des accidents complété et consultable à tout moment par l'Inspection ;</li><li>• article 18 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, en justifiant de l'entretien des installations électriques notamment à l'issue des observations formulées à l'issue de la dernière vérification annuelle ;</li><li>• article 38 de l'arrêté ministériel du 26/11/2012, en faisant réaliser des mesures de bruit et émergence, en les interprétant et en réalisant les suites à donner, le cas échéant (délai complémentaire de trois mois) ou en présentant un justificatif de réalisation de ces mesures de moins de 6 ans (IV° de l'article 38) ;</li><li>• point 4.1 de l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 06/06/2018, en disposant d'un plan de localisation des dangers présents sur le site, les dangers étant définis par type ;</li><li>• article 4-3-7 de l'arrêté préfectoral du 24/03/2009, en remettant le bassin de rétention en état d'assurer sa fonction, en procédant le cas échéant à l'évacuation des eaux qu'il contient et en assurant le recouvrement étanche du bassin.</li></ul></li><li>- se positionner sur les rubriques 2710-1 et 2710-2, en indiquant clairement les volumes et quantités exploités faisant l'objet de la demande de bénéfice des droits acquis et la localisation de ces installations, sous peine de perdre le bénéfice des droits acquis et de devoir renoncer à les exploiter sans procéder préalablement au dépôt d'un nouveau dossier ; La distinction avec les rubriques 2713 et 2718 devant apparaître clairement.</li></ul> <p><b>Constats :</b> La société GDE avait transmis les 25 juin 2021 et 11 mars 2022 des éléments justificatifs du respect de la mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>-registre des accidents,</li><li>-campagne de mesure de bruit (16 juillet 2021),</li><li>-plan de localisation des dangers,</li><li>-remise en état du bassin de rétention,</li><li>-suivi des non conformité de la vérification des installations électriques,</li><li>-positionnement sur les rubriques 2710-1 et 2710-2 (maintien de la 2710-1 en DC et 2710-2 à E).</li></ul> <p>Par ailleurs, suite au changement d'exploitant un point sur les éléments concernés par la mise en demeure a été fait avec le nouvel exploitant lors de la visite d'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Registre des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incidents
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :</li> <li>- le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;</li> <li>- le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;</li> <li>- le plan de localisation des risques et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;</li> <li>- les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;</li> <li>- le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;</li> <li>- les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;</li> <li>- les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;</li> <li>- les consignes de sécurité ;</li> <li>- les consignes d'exploitation ;</li> <li>- le registre de déchets.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p><b>Constats :</b> Par courrier du 21 juin 2021, GDE avait indiqué disposer d'un registre des accidents sur le réseau informatique de la société et transmettait une extrait pour l'année 2021.</p> <p>Le nouvel exploitant indique qu'il dispose également d'un enregistrement des accidents sur le réseau via une application et présente à l'inspection une extraction du registre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Vérification des installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 26/11/2012, article 18
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.  Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.  Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.  Le chauffage de l'installation et de ses annexes ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.
<b>Constats :</b> Par courrier du 11 mars 2022, la société GDE précisait que pour la vérification des installations électrique du 9 février 2021, 7 observations avaient été levées et qu'une vérification complémentaire avaient été réalisée le 25 mai 2021 avec un prestataire pour réaliser le suivi et la levée des observations restantes.  Lors de la visite d'inspection, le nouvel exploitant indique que le dernier contrôle date de mars 2022 (Q18 et Q19). Le suivi des observations fait l'objet d'un plan d'action avec une levée au fil de l'eau. L'exploitant transmettra à l'inspection la copie du rapport de vérification et de la levée des remarques.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 6 : Mesures de bruit

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article 38																				
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit																				
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet																				
<b>Prescription contrôlée :</b> I. Valeurs limites de bruit.  Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :  <table><tr><td>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT</td><td></td></tr><tr><td>existant dans les zones à émergence réglementée</td><td></td></tr><tr><td>(incluant le bruit de l'installation)</td><td>EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE</td></tr><tr><td>allant de 7 heures à 22 heures,</td><td></td></tr><tr><td>sauf dimanches et jours fériés</td><td>EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE</td></tr><tr><td>allant de 22 heures à 7 heures,</td><td></td></tr><tr><td>ainsi que les dimanches et jours fériés</td><td></td></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td></td></tr><tr><td>6 dB(A)4 dB(A)</td><td></td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB(A) 5 dB(A)3 dB(A)</td><td></td></tr></table> De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.  Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT		existant dans les zones à émergence réglementée		(incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE	allant de 7 heures à 22 heures,		sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE	allant de 22 heures à 7 heures,		ainsi que les dimanches et jours fériés		Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)		6 dB(A)4 dB(A)		Supérieur à 45 dB(A) 5 dB(A)3 dB(A)	
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT																				
existant dans les zones à émergence réglementée																				
(incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE																			
allant de 7 heures à 22 heures,																				
sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE																			
allant de 22 heures à 7 heures,																				
ainsi que les dimanches et jours fériés																				
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)																				
6 dB(A)4 dB(A)																				
Supérieur à 45 dB(A) 5 dB(A)3 dB(A)																				
II. Véhicules. - Engins de chantier.  Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'installation sont conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores.  L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.																				
III. Vibrations.  Les vibrations émises sont conformes aux dispositions fixées à l'annexe.																				
IV. Surveillance par l'exploitant des émissions sonores.  L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.  Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les six ans par une personne ou un organisme qualifié.																				
<b>Constats :</b> La société GDE a transmis par courrier du 25 juin 2021, une campagne de mesure de bruit réalisée par Accord Acoustique en juillet 2021.  Les mesures ont été réalisées en limite de site (3 points en limite du site rue Maurice Berteaux et un																				

point sur l'avenue Jean Mermoz).

Le rapport de mesure conclut à la conformité des installations.

Toutefois l'inspection note qu'un seul point a fait l'objet d'un calcul d'émergence (ZER) et qu'il n'est pas à proximité du site (Jean Mermoz).

Tous les locaux habités ou occupés par des tiers sont considérés comme ZER mais le site étant situé dans une zone d'activité les mesures d'émergence devraient être prioritairement réalisées près/dans les locaux habités ou potentiellement sensibles.

En l'absence de plaintes, l'exploitant devra intégrer les calculs d'émergence des ZER lors de sa prochaine campagne de mesure de bruit.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 7 : Plan de localisation des dangers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Localisation des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> 4.1 Moyens de lutte contre l'incendie  L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ;</li><li>- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</li><li>- de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire.</li></ul> Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que :</li></ul> <ol style="list-style-type: none"><li>1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</li><li>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</li></ol> Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.  Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m <sup>3</sup> /h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ; <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ;</li><li>- d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles.</li></ul> Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.
<b>Constats :</b> Par courrier du 25 juin 2021, GDE avait transmis un plan de localisation des dangers.  Le nouvel exploitant indique qu'à l'heure actuelle il n'y plus de zones de danger identifiée. Il n'y a plus de stockage de combustibles ou d'inflammables sur le site et il n'y a pas de tournures de métaux inflammables.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 8 : Bassin de rétention**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/03/2009, article 4-3-7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention eaux d'incendie pollution
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Un système doit permettre l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur en cas de déversement d'effluents ou d'eaux polluées. ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstances localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consignes. Une capacité de rétention est aménagée et dimensionnée de façon à prévenir tout déversement des eaux potentiellement polluées (déversement accidentels, eaux d'extinction incendie.;;) dans les réseaux publics, les milieux récepteurs et de manière générale en dehors du site. Les eaux confinées sont , soit rejetées au réseau public d'assainissement si elles respectent les caractéristiques définies aux articles 4.3.4 et 4.3.5, soit éliminées en tant que déchets.
<b>Constats :</b> Par courrier de mars 2022, GDE avait transmis les justificatifs de nettoyage du bassin, de son recouvrement étanche et un plan des réseaux.  Lors de la visite d'inspection il est constaté que le bassin de rétention dispose d'une bâche. L'exploitant indique que la bâche avait été déchiré (coup de vent?) et a été remplacée et solidement fixée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet